

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

1^{er} avril 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code d'instruction criminelle,
visant à abolir la transaction pénale élargie**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 april 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek van
strafvordering, teneinde de verruimde
minnelijke schikking in strafzaken ongedaan
te maken**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

RÉSUMÉ

La transaction pénale permet, moyennant le paiement d'une somme d'argent, de voir abandonnées les poursuites dont on fait l'objet. La loi détermine les infractions pénales qui peuvent ou non faire l'objet d'une telle transaction pénale.

Étant donné l'injustice que cela crée entre les personnes plus riches, pouvant recourir de manière large à ce système, et les autres, plus pauvres, qui ne peuvent en bénéficier que de manière très limitée, la proposition de loi vise à réduire considérablement les possibilités de recourir à la transaction pénale.

SAMENVATTING

Rechtsvervolging kan worden beëindigd indien een minnelijke schikking in strafzaken wordt toegekend, op voorwaarde dat wie vervolgd wordt een geldbedrag betaalt. De wet bepaalt voor welke strafbare feiten een dergelijke minnelijke schikking kan worden ingeroepen.

Die regeling doet een ongelijke behandeling ontstaan tussen de rijkere (die in ruime mate een beroep kunnen doen op dit systeem) en de anderen, die minder begoed zijn (die er slechts heel beperkt gebruik van kunnen maken). Om die reden beoogt het wetsvoorstel een forse inperking van de mogelijkheden om tot een minnelijke schikking in strafzaken te kunnen overgaan.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Caractère antidémocratique de la transaction pénale

Les auteurs de la présente proposition de loi veulent supprimer la transaction pénale élargie. Les auteurs de grande criminalité financière, de fraude fiscale, de blanchiment, de corruption, ou encore de délits d'initiés ne doivent pas avoir pour seule sanction possible un simple risque de pénalité financière, souvent sous-proportionné à l'infraction commise et peu dissuasif. Ils doivent être soumis aux risques d'un procès public, de sanctions pénales allant jusqu'à l'emprisonnement et de l'expropriation de leur établissement. Y compris pour les banques livrant assistance aux personnes recourant à la fraude. Dans ce cadre, il y a lieu de supprimer la transaction pénale élargie, instrument de Justice de classe permettant aux grands délinquants financiers d'échapper à un procès. Le 4 janvier 2014, Damien Vandermeersch, avocat général à la Cour de cassation, ex-juge d'instruction, notamment pour le génocide au Rwanda, professeur à l'Université de Louvain et de Saint-Louis, dénonçait déjà une Justice à deux vitesses par l'introduction de la transaction pénale élargie:

“Ce qui, effectivement, me met mal à l'aise, c'est une nouvelle loi qui date d'il y a deux ans et qui prévoit que la transaction pénale peut même être conclue alors que le juge est déjà en charge de l'affaire. Avant, on pouvait éventuellement faire une transaction pénale avant que le juge soit saisi mais dorénavant, même quand le juge va juger l'affaire, on peut le court-circuiter. Cela me gêne que ça se passe dans le dos du juge et sans son contrôle. C'est un manque de transparence.”

Lors du Grand Oral à la RTBF le 4 janvier 2014, il ajoute: *“On comprend évidemment l'intérêt d'obtenir une transaction pénale: vous n'avez pas de procès public, vous n'avez pas de peine, pas de casier judiciaire donc effectivement c'est un régime très favorable mais il semblerait que ce sont principalement les riches qui pourront en profiter. Celui qui n'a pas d'argent, ce n'est pas une opportunité qui lui sera offerte.”*

Suite à l'annonce que Stéphane Moreau a conclu un projet de transaction pénale avec le parquet de Liège pour divers dossiers judiciaires, l'ancien juge pénal, Walter De Smedt, écrit le 27 septembre 2019: *“La procédure*

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. De minnelijke schikking in strafzaken is antidemocratisch

De indieners van dit wetsvoorstel willen de verruimde minnelijke schikking in strafzaken ongedaan maken. Wie zich schuldig maakt aan grote financiële criminaliteit, fiscale fraude, witwaspraktijken, corruptie dan wel misbruik van voorkennis, mag als enige mogelijke sanctie niet louter risico lopen op een financiële straf, hetgeen vaak niet in verhouding staat tot het gepleegde misdrijf en niet echt ontradend werkt. Die daders moeten aan een openbaar proces kunnen worden onderworpen en strafrechtelijke sancties (zoals een gevangenisstraf) of de onteigening van hun bedrijf opgelegd kunnen krijgen; dat moet ook gelden voor de banken die bijstand verlenen aan de fraudeurs. In die context moet de verruimde minnelijke schikking in strafzaken ongedaan worden gemaakt, want het vormt een klassegebonden rechtsinstrument waarmee de grote financiële criminelen aan een proces kunnen ontkomen. De heer Damien Vandermeersch, advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie, gewezen onderzoeksrechter (met name omtrent de genocide in Rwanda) en hoogleraar aan de Universiteit Catholique de Louvain en aan de Universiteit Saint-Louis, wees er op 4 januari 2014 al op dat de invoering van de verruimde minnelijke schikking in strafzaken tot een “justitie met twee snelheden” leidt:

“Ce qui, effectivement, me met mal à l'aise, c'est une nouvelle loi qui date d'il y a deux ans et qui prévoit que la transaction pénale peut même être conclue alors que le juge est déjà en charge de l'affaire. Avant, on pouvait éventuellement faire une transaction pénale avant que le juge soit saisi mais dorénavant, même quand le juge va juger l'affaire, on peut le court-circuiter. Cela me gêne que ça se passe dans le dos du juge et sans son contrôle. C'est un manque de transparence.”

Tijdens het televisieprogramma *Le grand oral* op de RTBF van diezelfde dag voegde hij er nog dit aan toe: *“On comprend évidemment l'intérêt d'obtenir une transaction pénale: vous n'avez pas de procès public, vous n'avez pas de peine, pas de casier judiciaire donc effectivement c'est un régime très favorable mais il semblerait que ce sont principalement les riches qui pourront en profiter. Celui qui n'a pas d'argent, ce n'est pas une opportunité qui lui sera offerte.”*

Ingevolge de aankondiging dat Stéphane Moreau inzake diverse gerechtelijke dossiers tot een minnelijke schikking in strafzaken zou zijn gekomen met het parket van Luik, schreef voormalig strafrechter Walter De Smedt

pénale se transforme en marchandage, les procureurs en “marchands de tapis”. En permettant à l'accusé d'acheter son crime et châtement, la culture du profit est confirmée plutôt que sanctionnée: dans les deux cas, l'intérêt public est acheté.” Carla Nagels, membre du Centre de recherches criminologiques de l'Université libre de Bruxelles, explique dans un article du *LAVA* du 21 juin 2019: “Productrices de normes, les élites sont les premières à les transgresser dès que leurs propres intérêts sont en jeu. Et certains, pourtant chargés de défendre ces règles, les excusent.”

En effet, les élites sont par définition productrices ou inspiratrices de normes, de toutes les normes, y compris de celles qui les concernent plus particulièrement. Tout d'abord, parce qu'elles fréquentent assidûment le champ politique qui, en tant que pouvoir législatif, produit les règles. Ensuite, parce qu'elles influencent la création des normes grâce au lobbying. Le champ économique a toujours participé activement à son propre encadrement réglementaire. Une fois les règles créées, les élites s'en emparent pour les modeler afin qu'elles coïncident le mieux avec leurs intérêts.

Luc Boltanski, sociologue français, précisait déjà dans un entretien pour le journal *Libération* du 13 septembre 2013: “La plus grande inégalité, c'est sans doute l'inégalité à l'égard du suivi des règles. Plus on monte dans l'échelle sociale, plus on peut s'arranger avec les règles, moins on est mis à l'épreuve.”

Les lois relatives à la transaction pénale élargie en sont l'illustration parfaite. Tant par les circonstances qui ont entouré leur adoption que par celles de leur application *in concreto*.

2. Évolution des règles applicables en matière de transaction pénale

Les règles relatives à la transaction pénale mettent en lumière un phénomène bien connu: ce sont les élites qui produisent les normes.

Visée à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle, la transaction pénale, dont il n'existait auparavant qu'une version “simple” et que les lois dont on parlera ci-après ont étoffé d'une version “élargie”, permet l'extinction définitive des poursuites moyennant le paiement d'une somme d'argent par l'auteur présumé des faits litigieux dont le montant est déterminé par le ministère public.

op 27 september 2019: “*La procédure pénale se transforme en marchandage, les procureurs en “marchands de tapis”. En permettant à l'accusé d'acheter son crime et châtement, la culture du profit est confirmée plutôt que sanctionnée: dans les deux cas, l'intérêt public est acheté.*”. Carla Nagels, lid van het “Centre de recherches criminologiques” van de ULB, schreef het volgende in een artikel van het tijdschrift “*Lava*” van 21 juni 2019: “*De elite, die de normen opstelt, is de eerste om deze normen te overtreden zodra haar eigen belangen op het spel staan. Zij die de regels moeten verdedigen houden haar een hand boven het hoofd.*”.

Normen worden immers per definitie door de elites opgesteld of naar voren geschoven; dat geldt voor alle normen, ook de normen die hen in het bijzonder betreffen. Dat komt in de eerste plaats omdat die elites veelvuldig in contact staan met de politieke wereld, die als wetgevende macht de regels opstelt. Voorts komt het omdat de elites via lobbywerk de totstandkoming van de normen beïnvloeden. De economische wereld heeft altijd actief deelgenomen aan de uitwerking van het voor die sector geldende regelgevingskader. Zodra de regels zijn opgesteld, eigenen de elites ze zich toe om ze naar hun hand te zetten totdat ze zo nauw mogelijk aansluiten bij hun belangen.

De Franse socioloog Luc Boltanski stelde in een interview voor de krant *Libération* van 13 september 2013 het volgende: “*La plus grande inégalité, c'est sans doute l'inégalité à l'égard du suivi des règles. Plus on monte dans l'échelle sociale, plus on peut s'arranger avec les règles, moins on est mis à l'épreuve.*”

De wetten inzake de verruimde minnelijke schikking in strafzaken zijn daarvan een perfect voorbeeld. Zowel de omstandigheden rond de goedkeuring van die wetten als de toepassing *in concreto* van de regels bewijzen dat.

2. Evolutie van de toepasselijke regels inzake de minnelijke schikking in strafzaken

De regels inzake de minnelijke schikking in strafzaken tonen een bekend verschijnsel aan: de elites stellen de normen op.

Van de minnelijke schikking in strafzaken als bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering bestond vroeger alleen een “gewone” versie; de wetten die hierna zullen worden besproken, hebben voorzien in een “verruimde” versie. Wie verdacht wordt van het plegen van misdrijven krijgt met de minnelijke schikking in strafzaken de mogelijkheid definitief van vervolging te worden gevrijwaard, op voorwaarde dat de betrokkene een door het openbaar ministerie vastgelegd geldbedrag betaalt.

La transaction pénale a été introduite, pour la première fois, par un arrêté royal du 10 janvier 1935¹. Elle a, depuis lors, fait l'objet de plusieurs réformes d'envergure.

L'article 216*bis* précité, dans sa forme actuelle, est inacceptable en ce qu'il instaure une Justice à deux vitesses. En théorie, la transaction pénale est applicable à de nombreuses infractions qui s'appliquent à tous les citoyens. On constate cependant son caractère extrêmement critiquable dans les dossiers de grande criminalité financière, de fraude fiscale, de blanchiment, de corruption, ou encore de délits d'initiés car, dans ces cas-là, sauf quelques rarissimes exceptions, seules les élites peuvent profiter de ce mécanisme.

2.1. Le mécanisme de transaction pénale instauré par la loi du 14 avril 2011

La loi du 14 avril 2011, et sa loi réparatrice du 11 juillet 2011, créent la transaction pénale dite "élargie", d'une part, en élargissant à l'extrême les infractions pouvant faire l'objet d'une transaction pénale, via le remplacement du paragraphe 1^{er} de l'article 216*bis* du Code d'Instruction Criminelle, et, d'autre part, en remplaçant le paragraphe 2 du même article.

La réforme porte sur deux aspects essentiels:

1. la possibilité de transiger est étendue à tous les crimes susceptibles de correctionnalisation, alors qu'auparavant seuls les délits et les contraventions étaient visées par la transaction pénale simple;

2. la transaction pénale devient possible non plus seulement pendant l'information, mais également en cours d'instruction et même lors de la procédure au fond, sans contrôle ni du juge d'instruction ni, le cas échéant, du juge chargé du fond de l'affaire, de sorte que le champ d'application de celle-ci est extrêmement élargi.

Cette loi avait été rapidement votée, tambour battant, à la Chambre des représentants puis au Sénat, donnant lieu en juin 2011 à deux transactions pénales qui allaient bénéficier uniquement à un trio d'hommes d'affaires kazakhs, avant qu'une loi correctrice ne soit adoptée deux mois plus tard.

¹ Arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935 modifiant les lois sur la compétence et la procédure en matière répressive ainsi que l'art. 565 du Code pénal, *Moniteur belge* du, 13 janvier 1935, p. 173.

De minnelijke schikking in strafzaken werd ingesteld bij een koninklijk besluit van 10 januari 1935¹. Sindsdien werd de regeling meermaals grondig bijgestuurd.

Artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering, zoals het thans is gesteld, is onaanvaardbaar aangezien het leidt tot een "justitie met twee snelheden". In theorie kan de minnelijke schikking in strafzaken op tal van misdrijven worden toegepast en kan de regeling door alle burgers worden ingeroepen. Men kan er echter niet omheen dat de regeling uitermate laakbaar is wanneer het gaat om dossiers inzake grote financiële criminaliteit, fiscale fraude, witwaspraktijken, corruptie dan wel misbruik van voorkennis. In al die gevallen komt de regeling, op enkele uitzonderingen na, uitsluitend de elites ten goede.

2.1. De minnelijke schikking in strafzaken als ingesteld bij de wet van 14 april 2011

De zogenaamde "verruimde" minnelijke schikking in strafzaken werd ingesteld bij de wet van 14 april 2011 en bij de daarbij aansluitende reparatiewet van 11 juli 2011. Door de vervanging van zowel § 1 als § 2 van artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering kwamen toen enorm veel misdrijven in aanmerking voor een minnelijke schikking in strafzaken.

De hervorming behelst twee wezenlijke aspecten:

1. de mogelijkheid tot minnelijke schikking werd uitgebreid tot alle voor correctionalisering vatbare misdaden, terwijl de vroegere "gewone" minnelijke schikking alleen kon bij wanbedrijven en overtredingen;

2. de minnelijke schikking in strafzaken is voortaan niet alleen mogelijk tijdens het opsporingsonderzoek maar ook tijdens het gerechtelijk onderzoek en zelfs tijdens de procedure ten gronde, zonder dat daarbij sprake is van enig toezicht door de onderzoeksrechter of eventueel de feitenrechter; het toepassingsveld van de minnelijke schikking in strafzaken werd aldus heel verregaand uitgebreid.

Die wet werd inderhaast aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers en vervolgens de Senaat. De nieuwe wet gaf in juni 2011 aanleiding tot twee gevallen van minnelijke schikking in strafzaken die slechts ten goede kwamen aan drie Kazachse zakenlui, alvorens twee maanden later een reparatiewet werd aangenomen.

¹ Koninklijk besluit nr. 59 van 10 januari 1935 tot wijziging van de wetten op de bevoegdheid en de rechtsvordering in strafzaken, alsmede van artikel 565 van het Wetboek van Strafrecht, *Belgisch Staatsblad*, 13 januari 1935, blz. 173.

Patokh Chodiev, un oligarque et homme d'affaires de nationalité belge et russe, dont Armand De Decker (ancien président du Sénat et du groupe politique MR) était l'avocat, a bien bénéficié de la transaction pénale hyper élargie juste avant l'entrée en vigueur de la loi réparatrice, un calendrier qui en a étonné plusieurs.

En 2017, une commission d'enquête est mise en place dans le but d'enquêter sur les circonstances ayant abouti à cette réforme problématique et inégalitaire et qui pose la question de ce qui semble être un trafic d'influence intolérable dans une démocratie.

En effet, les circonstances de l'adoption du texte sont très douteuses au vu du contexte où à la fois les diamantaires et l'axe Chodiev/Sarkozy/De Decker faisaient pression pour l'obtenir.

L'avocat des diamantaires (notamment Omega Diamonds), Raf Verstraeten, membre du cabinet d'avocat Eubelius dont Koen Geens, ministre de la Justice (CD&V) est fondateur, a été un fervent promoteur de la transaction pénale. On découvrira qu'il avait été payé par l'*Antwerp World Diamond Centre* (AWDC, lobby diamantaire) pour venir comme éminent juriste au Sénat donner son avis, positif, sur la loi instaurant la transaction pénale élargie.

Une commission d'enquête parlementaire, appelée Kazakhgate, a été chargée d'analyser les circonstances qui ont entouré, en 2011, le vote de la loi sur la transaction pénale élargie et son application par la Justice à M. Chodiev et deux de ses acolytes. Le PTB sera exclu de cette commission et n'hésitera pas à dénoncer l'absence totale de transparence ainsi que l'opacité d'une commission qui doit enquêter sur les circonstances troubles du vote d'une loi organisant l'opacité des décisions de Justice.

En définitive, le rapport de la commission d'enquête sur le Kazakhgate, adopté en séance plénière le 26 avril 2018, est clair: oui, Armand De Decker s'est rendu coupable d'un conflit d'intérêts indigne d'un homme de son rang, en confondant ses activités d'homme politique et d'avocat, moyennant forte rémunération; oui, les diamantaires anversois se sont livrés à un lobbying

Patokh Chodiev, een oligarch en zakenman met de Belgische én de Russische nationaliteit, voor wie Armand De Decker (gewezen voorzitter van de Senaat en van de MR-fractie) als raadsman optrad, heeft ruimschoots gebruik kunnen maken van de enorm verruimde minnelijke schikking in strafzaken. Dat gebeurde kort voor de inwerkingtreding van de reparatiewet, een timing waarover menigeen zich heeft verbaasd.

In 2017 werd een onderzoekscommissie ingesteld om na te gaan in welke omstandigheden die problematische en niet voor iedereen gelijke hervorming tot stand kwam. Ter zake rees het vermoeden van ongeoorloofde beïnvloeding, een in een democratie onaanvaardbare handelwijze.

De wet is immers in heel dubieuze omstandigheden tot stand gekomen, aangezien zowel bepaalde diamantairs als de groep-Chodiev/Sarkozy/De Decker druk uitoefenden om de wet erdoor te krijgen.

De diamantairs (meer bepaald Omega Diamonds) hadden als raadsman Raf Verstraeten, die deel uitmaakte van het door minister van Justitie Koen Geens (CD&V) opgerichte advocatenkantoor Eubelius. De heer Verstraeten was een groot pleitbezorger van de minnelijke schikking in strafzaken. Later is gebleken dat hij door het *Antwerp World Diamond Centre* (AWDC, een belangengroep van de diamantsector) werd betaald om als vooraanstaand jurist een positief standpunt te verkondigen in de Senaat over de wet tot instelling van de verruimde minnelijke schikking in strafzaken.

De parlementaire onderzoekscommissie-“Kazakhgate” werd belast met het onderzoek naar de omstandigheden waarin de wet betreffende de verruimde minnelijke schikking in strafzaken in 2011 werd goedgekeurd, alsook hoe die nieuwe wet door het gerecht werd toegepast jegens de heer Chodiev en zijn twee zakenpartners. De PTB, die geen deel mocht uitmaken van die onderzoekscommissie, heeft meer dan eens gewezen op het volstrekte gebrek aan transparantie van een commissie belast met het onderzoek naar de onduidelijke totstandkoming van een wet die het mogelijk maakt de beslissingen van het gerecht in duisternis te hullen.

Het verslag van de onderzoekscommissie-“Kazakhgate”, dat de Kamer in plenum op 26 april 2018 heeft goedgekeurd, laat er uiteindelijk geen twijfel over bestaan: Armand De Decker heeft zich wel degelijk schuldig gemaakt aan een belangenconflict zijn status onwaardig, door tegen forse betaling zijn activiteiten als politicus en als advocaat door elkaar te halen. Voorts

dépassant l'entendement pour permettre l'adoption de cette loi sur la transaction pénale élargie.

À titre complémentaire, les auteurs soulignent que le ministre de la Justice, Koen Geens, fera passer, en 2016, une loi qui permettra de correctionnaliser la quasi-totalité des crimes. Cette possibilité, établie par la loi du 5 février 2016, sera annulée par la Cour constitutionnelle dans un arrêt du 21 décembre 2017.

Avant l'annulation de cette loi on a donc eu la conjonction de deux mécanismes: d'une part, de larges possibilités pour correctionnaliser des crimes et, d'autre part, la possibilité de conclure une transaction pénale pour un grand nombre délits et de crimes correctionnalisés, avec pour conséquence la possibilité de conclure des transaction pénales pour un nombre incroyablement élevé de crimes et délits.

2.2. Modifications apportées suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 2 juin 2016 à la loi du 5 février 2016

Plus tard, la Cour constitutionnelle, saisie suite à une question préjudicielle, a invalidé certaines dispositions relatives à la transaction pénale élargie dans un arrêt rendu le 2 juin 2016 et gelé l'application du § 2 de l'article 216*bis* du Code d'instruction criminelle pour cause d'inconstitutionnalité. La Cour se base sur le principe de la séparation des pouvoirs: les juges doivent pouvoir exercer un réel contrôle sur les transactions pénales. Il n'appartient pas à l'exécutif et au parquet d'exercer arbitrairement une justice de l'ombre.

Entre l'introduction de la question préjudicielle et le prononcé de l'arrêt, la loi Pot-Pourri II du 5 février 2016² avait déjà modifié une énième fois l'article 216*bis*.

Deux modifications importantes seront apportées.

D'une part, la conclusion d'une transaction pénale n'est plus possible dès qu'une décision judiciaire de première instance est devenue définitive (la transaction pénale ne peut donc plus être conclue en degré d'appel).

² Loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice.

hebben de Antwerpse diamantairs zich wel degelijk bezondigd aan een vorm van gelobby die het verstand te boven gaat, met het oog op het doen aannemen van die wet op de verruimde minnelijke schikking in strafzaken.

De indieners van dit wetsvoorstel benadrukken daarboven dat minister van Justitie Koen Geens in 2016 een wet tot stand heeft laten komen waarbij vrijwel alle misdaden naar de correctionele rechtbank kunnen worden verwezen. Die bij de wet van 5 februari 2016 ingestelde mogelijkheid werd door het Grondwettelijk Hof vernietigd bij een arrest van 21 december 2017.

Voordat die wet werd vernietigd, werden aldus twee mechanismen gecombineerd: enerzijds ruime mogelijkheden om misdaden te correctionaliseren, anderzijds kon voor heel wat wanbedrijven en gecorrectionaliseerde misdaden een minnelijke schikking in strafzaken worden gesloten, waardoor onvoorstelbaar veel misdaden en wanbedrijven in aanmerking kwamen voor een minnelijke schikking in strafzaken.

2.2. Aan de wet van 5 februari 2016 aangebrachte wijzigingen ingevolge het arrest van het Grondwettelijk Hof van 2 juni 2016

Later heeft het Grondwettelijk Hof bij een arrest van 2 juni 2016 na een prejudiciële vraag sommige bepalingen inzake de verruimde minnelijke schikking in strafzaken vernietigd. Voorts heeft dat Hof de toepassing bevroren van artikel 216*bis*, § 2, van het Wetboek van strafvordering omdat die bepaling tegen de Grondwet inging. Het Hof baseerde zich daarbij op het beginsel van de scheiding der machten: de rechters moeten een reëel toezicht op de minnelijke schikkingen in strafzaken kunnen uitoefenen; het komt de uitvoerende macht noch het parket toe arbitrair aan niet-transparante rechtsbedeling te doen.

In de periode tussen de indiening van de voormelde prejudiciële vraag en de uitspraak van het arrest werd artikel 216*bis* een zoveelste keer gewijzigd bij de "pot-pourri II-wet" van 5 februari 2016².

Er werden twee belangrijke wijzigingen aangebracht.

Primo kan niet langer een minnelijke schikking in strafzaken worden gesloten nadat een gerechtelijke beslissing in eerste aanleg definitief is geworden; een minnelijke schikking in strafzaken mag dus niet langer worden gesloten indien in de zaak al hoger beroep is ingesteld.

² Wet van 5 februari 2016 tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie

D'autre part, la transaction pénale n'empêche pas l'inscription au casier judiciaire de cette transaction pénale avec mention de l'infraction qui y est liée, sans toutefois que cela soit mentionné dans les extraits de ce même casier qui peuvent être remis aux administrations et aux particuliers.

2.3. Modifications apportées suite à la loi du 18 mars 2018

Koen Geens, ministre de la Justice (CD&V), fera voter la loi réparatrice du 18 mars 2018 pour que le parquet puisse reprendre les transactions pénales, et ce malgré le contenu du rapport de la commission d'enquête "Panama Papers"³ et malgré le rapport du 2 février 2018 relatif au projet de loi qui a abouti à cette loi du 18 mars 2018 modifiant diverses dispositions du droit pénal, de la procédure pénale et du droit judiciaire⁴ où l'on peut lire à la page 29:

"La mesure semble en tout cas faire consensus au sein du monde judiciaire, probablement en raison de l'incapacité de la justice à rendre justice dans un délai raisonnable par manque de moyens notamment humains et financiers. Dans ce sens, la transaction pénale est donc une mesure qui peut lutter contre l'impunité pénale. En soi, cette justification est cependant regrettable... Il faut veiller à ce que la transaction pénale ne soit pas discriminatoire, même si c'est finalement à l'égard de la grande fraude qu'on utilisera majoritairement ce type de transaction."

Certaines des modifications apportées à l'article 216*bis* par cette loi du 18 mars 2018 ne constituent que des reformulations ou des ajouts minimes dans un souci de clarté et de cohérence. On s'attachera ici uniquement à l'essentiel.

2.3.a. Première nouveauté

Désormais, l'accès au dossier répressif est garanti au suspect et à la victime (ainsi qu'à leurs avocats), quel que soit le moment où la transaction pénale est proposée. Avant cette modification, paradoxalement, l'accès n'était obligatoirement donné à ces personnes que dans les dossiers où la transaction pénale était envisagée au stade de l'instruction ou à un stade ultérieur. La transaction pénale élargie était donc plus avantageuse de ce point de vue-là par rapport à la transaction pénale

³ Chambre des représentants de Belgique, DOC 54 2344/005 et DOC 54 2749/001.

⁴ Chambre des représentants de Belgique, DOC 54 2753/005, page 29.

Secundo belet de minnelijke schikking in strafzaken niet dat die schikking in het strafregister van de betrokkene wordt opgenomen, met vermelding van het misdrijf waarover die schikking gaat, maar zonder dat zulks wordt aangegeven in de uittreksels van het strafregister die aan besturen en privépersonen kunnen worden bezorgd.

2.3. Wijzigingen die werden aangebracht ingevolge de wet van 18 maart 2018

Minister van Justitie Koen Geens (CD&V) liet de reparatiewet van 18 maart 2018 aannemen zodat het parket opnieuw minnelijke schikkingen in strafzaken kan sluiten, tegen de inhoud van het verslag van de onderzoekscommissie-"Panama Papers"³ in, alsook in weerwil van het verslag van 2 februari 2018 inzake het wetsontwerp dat heeft geleid tot die wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht⁴, waarin op bladzijde 29 het volgende wordt aangegeven:

"In gerechtelijke kringen lijkt de maatregel in elk geval op algemene instemming te kunnen rekenen, waarschijnlijk omdat het gerecht wegens een gebrek aan met name menselijke en financiële middelen niet in staat is de rechtsbedeling binnen een redelijke termijn te doen plaatsvinden. In die zin is de minnelijke schikking in strafzaken dus een maatregel waarmee de strafrechtelijke straffeloosheid kan worden bestreden. Op zich is dat echter een betreuenswaardig motief. (...) Bij de minnelijke schikking in strafzaken moet men zich hoeden voor discriminatie, zelfs al zal dat soort schikking voornamelijk worden toegepast in grote fraudezaken."

Sommige wijzigingen die bij de voormelde wet van 18 maart 2018 werden aangebracht in artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering zijn louter licht andere formuleringen dan wel kleine toevoegingen, om meer duidelijkheid en samenhang te bieden. Voor deze tekst beperken wij ons tot de essentie.

2.3.a. Eerste nieuwigheid

Voortaan is de toegang tot het strafdossier gewaarborgd voor de verdachte en voor het slachtoffer (alsook voor hun respectieve advocaten), ongeacht het tijdstip waarop de minnelijke schikking in strafzaken wordt voorgesteld. Vóór deze wijziging moest die mensen paradoxaal genoeg alleen toegang worden verleend in de zaken waarin een minnelijke schikking in strafzaken werd overwogen in de fase van het gerechtelijk onderzoek van het dossier, of in een latere fase. Uit dat oogpunt

³ Stuk Kamer, DOC 54 2344/005 en DOC 54 2749/001.

⁴ Stuk Kamer, DOC 54 2753/005, blz. 29.

ordinaire, intervenant lors de l'information judiciaire. Cet ajout vise à réparer cette inégalité de traitement affectant les citoyens qui sont parties à ces deux types de procédures.

2.3.b. Deuxième nouveauté

Le texte mentionne désormais expressément l'obligation pour le ministère public de prévenir l'administration fiscale et sociale lorsque des délits fiscaux ou sociaux ont été commis: "Dans le cas prévu au paragraphe 6, alinéa 2, le procureur du Roi informe l'administration fiscale ou sociale des faits décrits dans le temps et dans l'espace qui concernent des délits fiscaux ou sociaux, auxquels se rapportera le paiement d'une somme d'argent."⁵ Cette précision doit permettre à ces administrations de chiffrer de manière précise leur dommage afin que ce calcul ne ralentisse pas la procédure outre-mesure. Le dédommagement complet et préalable de ces victimes institutionnelles est en effet une condition *sine qua non* de la transaction pénale, contrairement aux règles applicables pour les autres victimes non institutionnelles.

2.3.c. Troisième nouveauté

Un tout nouvel alinéa qui permet au juge de statuer sur la légalité lors de l'homologation de l'accord de transaction pénale:

"Sur réquisition motivée du procureur du Roi et après avoir vérifié s'il est satisfait aux conditions d'application légales du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, si la victime et l'administration fiscale ou sociale ont été indemnisées conformément aux paragraphes 4 et 6, alinéa 2, si le suspect a accepté la transaction proposée de manière libre et éclairée et si la transaction proposée par le procureur du Roi est proportionnée à la gravité des faits et à la personnalité du suspect, le juge compétent statue sur la légalité de la transaction proposée et l'homologue..."⁶

⁵ Article 9, 7°, de la loi du 18 mars 2018 modifiant diverses dispositions du droit pénal, de la procédure pénale et du droit judiciaire, complétant l'article 216bis, § 2, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle par cette phrase.

⁶ Article 9, 8°, de la même loi, modifiant l'article 216bis, § 2, précité, en insérant 3 alinéas entre les alinéas 7 et 8.

as de "verruimde" minnelijke schikking in strafzaken dus gunstiger dan de "gewone" minnelijke schikking in strafzaken, die kon worden getroffen bij het opsporingsonderzoek. Die toevoeging beoogde die ongelijke behandeling weg te werken ten opzichte van de burgers die betrokken zijn bij die beide soorten van procedures.

2.3.b. Tweede nieuwigheid

Voortaan bepaalt de tekst uitdrukkelijk dat het openbaar ministerie de fiscale administratie en de sociale administratie in kennis moet stellen van de fiscale of sociale misdrijven die werden gepleegd: "In het geval voorzien in paragraaf 6, tweede lid, stelt de procureur des Konings eveneens de fiscale of sociale administratie in kennis van de feiten omschreven in tijd en ruimte, die de fiscale of sociale misdrijven betreffen waarop de betaling van de geldsom betrekking zal hebben."⁵ Die verduidelijking moet het voor die administraties mogelijk maken de door hen geleden schade nauwkeurig te berekenen, opdat die berekening de rechtsprocedure niet al te zeer zou vertragen. De volledige en voorafgaande schadeloosstelling van die institutionele slachtoffers is immers een *conditio sine qua non* voor het sluiten van een minnelijke schikking in strafzaken, in tegenstelling tot de regels die gelden voor de andere, niet-institutionele slachtoffers.

2.3.c. Derde nieuwigheid

Deze nieuwigheid betreft een volledig nieuw lid, dat de rechter toestaat om bij de bekrachtiging van het akkoord inzake de minnelijke schikking in strafzaken te beslissen over de wettigheid ervan:

"Op een met redenen omklede vordering van de procureur des Konings en na te hebben nagegaan of voldaan is aan de wettelijke toepassingsvoorwaarden van paragraaf 1, eerste lid, of het slachtoffer en de fiscale of sociale administratie werden vergoed overeenkomstig paragrafen 4 en 6, tweede lid, of de verdachte de voorgestelde minnelijke schikking uit vrije wil en weloverwogen heeft aanvaard en of de door de procureur des Konings voorgestelde minnelijke schikking proportioneel is met de ernst van de feiten en de persoonlijkheid van de verdachte, oordeelt de bevoegde rechter over de wettigheid van de voorgestelde minnelijke schikking en bekrachtigt hij deze."⁶

⁵ Artikel 9, 7°, van de wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht, waarbij artikel 216bis, § 2, vierde lid, van het Wetboek van strafvordering met deze zin wordt aangevuld.

⁶ Artikel 9, 8° van dezelfde wet, dat ertoe strekt voormeld artikel 216bis, § 2, te wijzigen door tussen het zevende en het achtste lid drie leden in te voegen.

2.3.d. Quatrième nouveauté

Il s'agit de la possibilité pour le juge de tenir compte, pour la fixation de la peine, des sommes éventuellement versées par l'intéressé dans le cadre d'une transaction pénale qui n'a pas abouti:

“Si la somme d'argent visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas payée ou est payée partiellement, le juge saisi pour se prononcer sur les faits reprochés au suspect, sur lesquels l'accord portait, peut tenir compte, lors de la fixation de la peine, de la partie déjà payée.”⁷

La faculté d'imputer la somme déjà versée en déduction de la peine d'amende prononcée provient d'un amendement de M. Terwingen (CD&V) et d'autres élus de la majorité. Cette nouveauté soulève des questions dans le cas où le juge se montrerait généreux et que le prévenu aurait payé une part non-négligeable de la transaction pénale qui était proposée. Il existe alors une possibilité théorique que le montant de l'amende soit inférieur à la partie de la transaction pénale payée. Que faudrait-il faire dans ce cas? Rétrocéder la différence à l'intéressé? La loi demeure muette sur ce point.

2.3.e. Cinquième nouveauté

Celle-ci consiste en une modification de l'effet de la transaction pénale sur la prescription. Autrefois, la proposition de transaction n'interrompait pas la prescription de l'action publique; aujourd'hui, elle suspend le délai de prescription.

La motivation qui justifie ce remaniement est d'éviter que l'action publique ne se prescrive en cours de négociation, voire que la transaction pénale ne soit utilisée par le suspect qu'à la seule fin d'atteindre cette prescription. Il s'agissait d'une recommandation importante du Conseil Supérieur de la Justice. Auparavant, l'action publique pouvait être mise en péril par une proposition de transaction pénale tardive.

2.4. Effet des modifications précitées

En définitive, ces modifications restent mineures et ne changent rien au fait que le mécanisme de la transaction pénale élargie provoque une différence inacceptable

⁷ Article 9, 11°, de la loi précitée, modifiant le paragraphe 2 de l'article 216bis précité.

2.3.d. Vierde nieuwigheid

Deze nieuwigheid betreft de mogelijkheid voor de rechter om bij de straftoemeting rekening te houden met de bedragen die de belanghebbende eventueel heeft gestort in het raam van een minnelijke schikking die er uiteindelijk niet komt:

“Indien de geldsom bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, niet of slechts gedeeltelijk wordt betaald, kan de rechter die gevat wordt om uitspraak te doen over de aan de verdachte ten laste gelegde feiten, waarop het akkoord betrekking had, bij de straftoemeting rekening houden met het reeds betaalde gedeelte.”⁷

De mogelijkheid om het al gestorte bedrag in mindering te brengen van de achteraf uitgesproken geldboete is terug te voeren op een amendement van de heer Terwingen (CD&V) en andere verkozenen van de meerderheid. Die nieuwigheid doet vragen rijzen omtrent de gevallen waarin de rechter zich niet hard opstelt en de beklaagde al een groot deel van het voorgestelde geldbedrag van de minnelijke schikking in strafzaken heeft betaald. Het is dan theoretisch mogelijk dat het bedrag van de geldboete lager ligt dan het al betaalde deel van de minnelijke schikking in strafzaken. Wat dient er in dat geval te gebeuren? Moet het verschil worden teruggegeven aan de betrokkene? De wet rept daarover met geen woord.

2.3.e. Vijfde nieuwigheid

Deze nieuwigheid is een wijziging van de gevolgen van de minnelijke schikking in strafzaken op de verjaring. Voorheen leidde het voorstel tot minnelijke schikking niet tot een stuiting van de verjaring van de strafvordering; thans schorst die echter de verjaringstermijn.

Het argument voor die bijsturing is voorkomen dat de strafvordering verjaart terwijl de onderhandelingen aan de gang zijn, of zelfs dat de verdachte de procedure van de minnelijke schikking in strafzaken louter aangrijpt om die verjaring te bewerkstelligen. Het ging daarbij om een belangrijke aanbeveling van de Hoge Raad voor de Justitie. Voorheen kon de strafvordering in het gedrang komen door een laattijdig voorstel tot minnelijke schikking in strafzaken.

2.4. Gevolg van voormelde wijzigingen

Uiteindelijk blijven dat kleine wijzigingen. Ze veranderen niets aan het feit dat de regeling inzake de verruimde minnelijke schikking in strafzaken een onaanvaardbaar

⁷ Artikel 9, 11°, van dezelfde wet, tot wijziging van voormeld artikel 216bis, § 2.

dans la manière dont la Justice est rendue, entre les différentes classes au sein de notre société.

Par exemple, le législateur n'a pas daigné tenir compte des objections soulevées, tant dans le cadre des travaux parlementaires que de celui des débats de la commission "Panama Papers", qui indiquaient clairement qu'il était hautement souhaitable d'exclure du champ d'application de la transaction pénale élargie les cas de fraude fiscale grave.

Par ailleurs, le PVDA-PTB relève que les difficultés de la Justice à faire face à la grande délinquance financière dans des délais acceptables restent bien connues. Et rien ne permet d'espérer une amélioration rapide sur ce plan.

3. Jouer avec les règles: quelques exemples montrant l'application de la transaction pénale élargie au profit des plus nantis

3.1. L'Affaire Omega-Diamonds

La société diamantaire Omega Diamonds est la deuxième plus grande importatrice de diamants bruts d'Anvers.

Ces diamantaires anversoises ont fraudé pour des milliards d'euros. En 2013, la société diamantaire anveroise Omega Diamonds a bénéficié de l'une des plus grandes transactions pénales de l'histoire du pays. Un accord à l'amiable d'environ 160 millions d'euros avec l'administration fiscale belge. En effet, grâce au système de transaction pénale mis en place, ils ont payé 150 millions d'euros à l'Inspection spéciale des impôts (ISI), et 10 millions d'euros au Parquet. En septembre 2013, l'administration des douanes a estimé qu'ils avaient non seulement fraudé le fisc mais également commis de nombreuses infractions aux lois sur les douanes. Elle réclame donc 4,5 milliards d'euros.

Selon Michel Maus, professeur de droit fiscal à la VUB, les montants payés pour le volet fiscal de la transaction pénale (150 millions d'euros) et le volet pénal de cette transaction pénale (10 millions d'euros), en termes de pourcentage par rapport au montant de la fraude commise, sont bien loin en dessous de ce que n'importe quel contribuable paierait comme surtaxes en cas d'infraction; c'est en effet de l'ordre de seulement 8 % du montant total de la fraude; les montants sont

onderling verschil tussen de verschillende klassen in onze samenleving veroorzaakt als het om de rechtsbedeling gaat.

De wetgever heeft zich bijvoorbeeld niet verwaardigd rekening te houden met geopperde bezwaren, noch bij de parlementaire voorbereiding, noch tijdens de debatten van de onderzoekscommissie-"Panama Papers", toen duidelijk werd aangegeven dat het uitermate wenselijk ware om de gevallen van grote fiscale fraude uit te sluiten van het toepassingsgebied van de verruimde minnelijke schikking in strafzaken.

Bovendien wijst de PVDA-PTB erop dat het welbekend is dat het gerecht het moeilijk heeft om de grote financiële delinquentie binnen een aanvaardbare termijn aan te pakken. Ter zake zit er overigens niet snel verbetering aan te komen.

3. Soepele toepassing van de regels - Enkele voorbeelden waarbij de verruimde minnelijke schikking in strafzaken werd toegepast in het voordeel van de meest vermogenden

3.1. De zaak-Omega Diamonds

Het diamantbedrijf Omega Diamonds is de tweede grootste importeur van ruwe diamant in Antwerpen.

Die Antwerpse diamantairs hebben voor miljarden euro gefraudeerd. In 2013 deed Omega Diamonds zijn voordeel met een van de grootste minnelijke schikkingen in strafzaken uit de geschiedenis van ons land. Met de Belgische fiscale administratie werd een minnelijke schikking getroffen ten bedrage van ongeveer 160 miljoen euro: op grond van de ingestelde regeling heeft dat bedrijf 150 miljoen euro betaald aan de Bijzondere Belastinginspectie (BBI) en 10 miljoen euro aan het parket. In september 2013 heeft de Administratie der douane en accijnzen gesteld dat Omega Diamonds niet alleen de fiscus had opgelicht maar op talrijke vlakken ook de douanewetgeving had overtreden, waarop die dienst 4,5 miljard euro claimde.

Volgens Michel Maus, hoogleraar fiscaal recht aan de VUB, liggen de bedragen die werden betaald voor het fiscaal onderdeel van de minnelijke schikking in strafzaken (150 miljoen euro) en voor het strafrechtelijk onderdeel van diezelfde minnelijke schikking (10 miljoen euro), in verhouding tot het bedrag van de gepleegde fraude procentueel veel lager dan wat ongeacht welke belastingplichtige bij fraude zou betalen als overbelasting: de door Omega Diamonds betaalde bedragen belopen

en tant que tels impressionnants mais, en termes de pourcentage de la fraude, ce n'est rien.

Jos Vander Velpen, l'avocat d'un ancien employé qui a dénoncé la fraude, a témoigné le 19 mai 2015: "C'est l'une des plus grandes affaires de fraude fiscale de ces 10 dernières années. Un dossier où l'on a estimé le montant de la fraude à 2,2 milliards d'euros. Et cette organisation criminelle a pu effacer tout ça. C'est une justice de classe."

Peter Van Calster, l'ex-substitut du procureur du Roi d'Anvers, a dénoncé, en commission d'enquête parlementaire sur le Kazachgate, la précipitation avec laquelle la loi élargissant la transaction pénale avait été votée au printemps 2011: "Il me revient que, peut-être, tout à coup, le moment était là pour faire passer la loi sur la transaction pénale et qu'on pouvait servir des intérêts communs." Si, début 2011, il semblait nécessaire de tirer du pétrin le trio kazakh, Peter Van Calster pointe que, au même moment, d'importants dossiers impliquant des diamantaires apparaissent comme Omega Diamonds et HSBC. "Début 2011, et surtout après le vote de la loi, en juin, il y a eu une activité accrue des négociations sur des transactions pénales."

Peter Van Calster fera l'objet de sanctions disciplinaires de la part de sa hiérarchie au motif qu'il "a fait fi de sa hiérarchie" et sera suspendu de ses fonctions pendant plus de 33 mois.

Plusieurs des diamantaires de l'affaire Omega Diamonds sont également apparus sur les listes de clients de la banque HSBC. Par ailleurs, l'avocat fiscaliste Thierry Afschrift, également juge suppléant et professeur de droit fiscal qui défendait plusieurs de ces diamantaires, apparaît maintenant dans les "Dubai Papers".

Pour rappel, les "Dubai Papers" renferment 160 000 fichiers qui mettent à nu le secret d'un réseau financier international soupçonné de fraude fiscale opérant depuis 25 ans entre la Belgique, la Suisse et les Émirats Arabes Unis. Ils apportent de nouvelles informations quant à l'affaire du groupe Hélin, dirigé par le prince belge Henri de Croÿ, soupçonné d'être au cœur d'un réseau de fraude fiscale et de blanchiment. Les *Dubai Papers* portent à croire qu'il ne peut s'agir uniquement d'ingénierie fiscale, contrairement à la conclusion de la cour d'appel de Liège en 2015. La Belgique a ouvert une information judiciaire, début septembre, en vue

amper 8 % van het totale gefraudeerde bedrag. Die bedragen zijn op zich indrukwekkend, maar procentueel heel laag als ze worden afgezet tegen het gefraudeerde bedrag.

Jos Vander Velpen, de advocaat van een gewezen werknemer die de fraude aan de kaak had gesteld, heeft op 19 mei 2015 verklaard dat het een van de grootste fiscale-fraudezaken was van de tien jaar ervoor: in dat dossier werd het bedrag van de fraude geraamd op 2,2 miljard euro; die criminele organisatie had bovendien alle sporen kunnen uitwissen. Volgens die advocaat was een en ander een geval van klassenjustitie.

Peter Van Calster, gewezen substituut-procureur des Konings te Antwerpen, heeft in de parlementaire onderzoekscommissie-"Kazachgate" gewezen op de haast waarmee de wet tot verruiming van de minnelijke schikking in strafzaken in het voorjaar van 2011 werd aangenomen. Hij kon zich niet van de indruk ontdoen dat plots het ogenblik was aangebroken om de wet over de minnelijke schikking in strafzaken erdoor te duwen, en dat gemeenschappelijke belangen konden worden gediend. Terwijl het begin 2011 nodig leek het "Kazachse trio" uit de penarie te helpen, gaf Peter Van Calster ook aan dat tegelijk belangrijke dossiers opdoken waarbij diamantbedrijven als Omega Diamonds betrokken waren, en ook de bank HSBC. Hij vervolgde dat begin 2011 en vooral nadat de wet in juni 2011 was aangenomen, er meer onderhandelingsactiviteiten kwamen in verband met minnelijke schikkingen in strafzaken.

Peter Van Calster werd later door zijn hiërarchische meerderen tuchtrechtelijk gesanctioneerd omdat hij "buiten zijn hiërarchie om was gegaan", en werd ruim 33 maanden geschorst.

Meerdere diamantairs uit de zaak-Omega Diamonds waren ook cliënt bij HSBC. Fiscaal advocaat Thierry Afschrift, die ook plaatsvervangend rechter en docent fiscaal recht is, en die diverse van die diamantairs verdedigde, duikt nu trouwens op in de "Dubai Papers".

Ter herinnering: de "Dubai Papers" omvatten 160 000 bestanden die de geheimen blootleggen van een internationaal financieel netwerk dat wordt verdacht van fiscale fraude in België, Zwitserland en de Verenigde Arabische Emiraten, en dat al 25 jaar lang. Die documenten brengen nieuwe informatie aan het licht over de zaak rond de Helin-groep, die wordt geleid door de Belgische prins Henri de Croÿ; deze laatste wordt verdacht de spil te zijn van een belastingfraude- en witwasnetwerk. De "Dubai Papers" geven de indruk dat het daarbij niet louter om fiscale engineering gaat, wat haaks staat op de conclusies van het hof van beroep van Luik uit 2015. België heeft

d'obtenir les pièces aux mains des magistrats du parquet national financier de Paris. Dans ces listings, les noms d'avocats d'affaires belges apparaissent: Thierry Afschrift, Arnaud Jansen et l'ancien magistrat Jean Lotz. Les deux avocats font actuellement l'objet d'une enquête disciplinaire par le barreau de Bruxelles, leurs agissements étant pleinement incompatibles avec leur déontologie professionnelle.

On ne peut que constater que l'affaire des diamantaires anversoises a pour acteurs les membres d'un cercle très fermé. On relève, en effet, des connections entre cette affaire concernant Omega Diamond et d'autres affaires mises au jour par les "Dubai Papers".

Pour le PVDA-PTB, la criminalité financière est d'autant plus néfaste que ces enrichissements abusifs se font au détriment de projets publics, abandonnés faute de ressources budgétaires suffisantes.

3.2. L'Affaire Axa-Sabena

Axa, la branche luxembourgeoise du bancassureur était au cœur de l'enquête portant sur le système mis en place pour le paiement en noir du management de l'ancien fleuron de l'aviation belge. Cette partie très importante du dossier (à côté de l'achat des Airbus) est liée à la Sabbel, une société constituée en 1991 dans les Bermudes (paradis fiscal) suite à une décision du comité de gestion de la Sabena.

Concrètement, la Sabena versait des primes à la Sabbel pour l'assurance de ses risques non-aériens. Mais les bénéfices réalisés par cette filiale étaient ensuite utilisés pour payer le versement des primes de contrats d'assurance-vie individuels conclus auprès d'Axa Assurances-Vie Luxembourg. Tous les membres du comité de direction de la Sabena, ainsi que certains cadres supérieurs, bénéficiaient d'un important complément de rémunérations (les salaires étaient quasiment doublés, dit-on) qui échappait aux législations sociales et fiscales belges.

Dans ce cadre, Axa Assurances-Vie Luxembourg était inculpée pour blanchiment. Mais, voilà, le parquet de Bruxelles, via le procureur du Roi, a accepté une transaction pénale en septembre 2011.

Corrélativement, le dossier Sabbel de la Sabena a pris la poussière pendant plus de deux ans. L'enquête avait

begin september een opsporingsonderzoek ingesteld om inzage te krijgen in de stukken die in handen zijn van de magistraten van het nationaal financieel parket van Parijs. In die lijsten duiken de Belgische zakenadvocaten Thierry Afschrift en Arnaud Jansen op, alsook gewezen magistraat Jean Lotz. Tegen die beide advocaten loopt momenteel een tuchtonderzoek bij de balie van Brussel, aangezien hun handel en wandel regelrecht indruist tegen hun beroepscode.

Men kan er niet omheen dat de zaak van de Antwerpse diamantairs rond een heel gesloten kransje draait. Er blijken immers verbanden te bestaan tussen de zaak-Omega Diamonds en andere zaken die door de "Dubai Papers" worden onthuld.

Voor de PVDA-PTB is financiële criminaliteit nefast, te meer daar die onrechtmatige verrijking ten koste gaat van projecten van de overheid die uiteindelijk niet worden uitgevoerd omdat er te weinig budgettaire middelen voorhanden zijn.

3.2. De zaak-Axa/SABENA

Axa, de Luxemburgse tak van de verzekeringsbankier, stond centraal in het onderzoek naar het systeem dat was opgezet om het management van SABENA, het gewezen kroonjuweel van de Belgische luchtvaart, zwart te betalen. Dit heel belangrijk onderdeel van het dossier (naast de aankoop van de Airbus-toestellen) is onlosmakelijk verbonden met Sabbel, een vennootschap die in 1991 op de Bermuda-eilanden (een belastingparadijs) werd opgericht ingevolge een beslissing van het beheerscomité van SABENA.

Concreet stortte SABENA premies aan Sabbel om de niet-luchtvaartgebonden risico's van de luchtvaartmaatschappij te verzekeren. De door die dochteronderneming geboekte winst werd vervolgens gebruikt om de premies te betalen van de individuele levensverzekeringsovereenkomsten die waren gesloten bij *Axa Assurances-Vie Luxembourg*. Alle leden van het directiecomité van SABENA, alsmede enkele hoge kaderleden, kregen een belangrijke toeslag op hun bezoldiging (naar verluidt zou het bijna om een verdubbeling van het loon gaan) die ontsnapte aan de Belgische sociale en fiscale wetgeving.

In dat verband werd *Axa Assurances-Vie Luxembourg* beschuldigd van witwaspraktijken. Door toedoen van de procureur des Konings heeft het parket van Brussel in september 2011 echter als bij toeval ingestemd met een minnelijke schikking in strafzaken.

Tegelijk heeft het Sabbel-dossier omtrent SABENA twee jaar lang stof vergaard. Het onderzoek was in

débuté en 2001 après une plainte d'anciens membres du personnel de la Sabena.

En novembre 2011, la chambre du conseil avait renvoyé en correctionnelle six inculpés. Maria Vindevoghel, ancienne syndicaliste et porte-parole des travailleurs témoignait en 2014: "Le renvoi en correctionnelle, en 2011, de six inculpés était déjà pour nous une victoire car cela confirmait tout ce que nous avons dit, même avant la faillite de la Sabena en 2001. Pour une simple fraude sociale, on est directement sanctionné. Mais quand il s'agit d'une fraude organisée faisant des milliers de victimes...". M^e Olivier Stein, l'avocat de parties civiles, soulignait que l'affaire concernait pas moins d'une quarantaine de travailleurs de la Sabena. Ce sont ces travailleurs qui ont été les victimes de la faillite en 2011 alors même que la société Sabbel a permis le paiement au noir de membres du comité de direction et d'offrir une assurance-vie aux responsables de la compagnie aérienne belge.

3.3. L'Affaire HSBC

Le journal *L'Écho* du 6 avril 2019 révèle que la banque HSBC a conclu une transaction pénale record en Belgique, d'un montant de 300 millions d'euros.

L'affaire HSBC, l'un des scandales bancaires les plus retentissants à l'échelle mondiale, date de 2006, lorsque le lanceur d'alerte Hervé Falciani copie des données dans les bureaux de l'agence HSBC Private Bank à Genève, après avoir découvert que la banque a mis en place un système destiné à dissimuler de l'argent noir à une grande échelle.

L'Écho estime que "le dossier concerne donc en définitive pas moins de 3 003 Belges détenant 4 616 comptes à la HSBC à Genève, pour un montant total de 6,26 milliards de dollars." Jusqu'ici, le fisc a constitué 829 dossiers potentiels de fraude gérés par l'Inspection spéciale des impôts et 313 dossiers, plus petits, gérés par d'autres services, soit un total de 1 142 dossiers. L'avocat et professeur de droit fiscal Michel Maus se demande s'il ne faut tout simplement pas retirer sa licence bancaire (soit le "permis" de faire des opérations de banque) à HSBC: "Cela donne l'impression que la fraude à grande échelle est traitée différemment. Je me demande si HSBC doit conserver sa licence bancaire. L'éthique ne doit pas être ignorée. Si la justice manque de moyens pour les gros dossiers, ce n'est pas pour autant qu'elle doit s'en prendre davantage aux petits fraudeurs."

2001 op gang gekomen, na een klacht van gewezen personeelsleden van SABENA.

In november 2011 heeft de raadkamer zes beklaagden naar de correctionele rechtbank verwezen. Maria Vindevoghel, gewezen vakbondsvrouw en woordvoester van de werknemers, stelde in 2014 dat het voor de vakbond al een overwinning op zich was dat in 2011 zes beklaagden naar de correctionele rechtbank werden verwezen: het bevestigde wat zelfs al vóór het faillissement van SABENA werd gesteld. Ze voegde eraan toe dat men voor gewone sociale fraude onverwijld wordt gestraft, in tegenstelling tot georganiseerde fraude waarvan duizenden het slachtoffer zijn. Olivier Stein, advocaat van burgerlijke partijen, onderstreepte dat de zaak gevolgen had voor ongeveer veertig SABENA-werknemers. Die werknemers werden het slachtoffer van het faillissement in 2011, terwijl dankzij de vennootschap Sabbel leden van het directiecomité zwart geld ontvingen en de leidinggevenden van de Belgische luchtvaartmaatschappij een levensverzekering kregen.

3.3. De zaak-HSBC

De krant *L'Écho* berichtte op 6 april 2019 dat de bank HSBC in België een minnelijke schikking in strafzaken had gesloten voor een recordbedrag van 300 miljoen euro.

De zaak-HSBC, wereldwijd een van de meest in het oog springende bankschandalen, dateert van 2006. De bal was aan het rollen gegaan toen klokkenluider Hervé Falciani in de kantoren van de *HSBC Private Bank* in Genève kopieën had gemaakt van gegevens, nadat hij had ontdekt dat de bank een systeem had opgezet om op grote schaal zwart geld aan het daglicht te onttrekken.

Volgens *L'Écho* betreft het dossier uiteindelijk niet minder dan 3 003 Belgen, met 4 616 rekeningen bij HSBC te Genève, goed voor in totaal 6,26 miljard dollar. Tot dusver heeft de fiscus 829 mogelijke fraudedossiers opgestart, die door de Bijzondere Belastinginspectie worden beheerd, evenals 313 kleinere dossiers die door andere diensten worden beheerd – alles samen dus 1 142 dossiers. Michel Maus, advocaat en hoogleraar fiscaal recht, vraagt zich af of de banklicentie (*i.e.* de toelating om bankverrichtingen uit te voeren) van HSBC niet simpelweg moet worden ingetrokken. Volgens de heer Maus geeft een en ander de indruk dat er voor grootschalige fraude een verschil in behandeling geldt; hij vraagt zich af of HSBC zijn banklicentie mag behouden en meent dat geen abstractie mag worden gemaakt van de ethische aspecten. Tot slot vindt de heer Maus dat mocht het gerecht onvoldoende middelen voorhanden hebben om de grote dossiers aan te pakken, zulks niet mag betekenen dat het gerecht de kleine fraudeurs harder moet aanpakken.

Il est injustifiable que la banque HSBC puisse échapper ainsi à toute sanction de type pénal. À noter que les clients de la banque HSBC, dont Thierry Afschrift a notamment été l'avocat, ont également bénéficié d'une transaction pénale. En conséquence, si le fait d'avoir organisé plus d'un millier de dossiers de fraude (rien qu'en Belgique) n'est pas poursuivi pénalement du fait du paiement d'une transaction pénale, on peut se demander quels faits de criminalité financière pourraient encore déboucher sur un procès pénal.

3.4. *L'Affaire Moreau*

Stéphane Moreau est impliqué dans plusieurs dossiers litigieux: l'affaire Publifin et Nethys, l'affaire Tecteo-Ogeo, l'affaire de la centrale hydroélectrique au Nord-Kivu, l'affaire de la "pergola", l'affaire de la Société de Logement du Plateau à Ans.

Il cumule les chefs d'accusation suivants: détournement de biens publics à usage privé, faux en écriture, abus de biens sociaux, opérations bancaires suspectes, emploi fictif.

Or, le lundi 23 septembre 2019, M. Moreau et le parquet général se sont entendus sur le principe d'une transaction pénale en lieu et place d'un procès.

Le procureur général de Liège a confirmé qu'un accord est en cours d'élaboration avec Stéphane Moreau. Il lui permettrait d'échapper à toute poursuite pénale pour faux en écriture, détournement de fonds publics et transactions bancaires suspectes, suite au paiement d'une transaction pénale. Il s'agit des grandes affaires de fraude impliquant Enodia-Publifin⁸ et Nethys, de l'affaire dite "pergola", où M. Moreau est accusé d'avoir antidaté un contrat d'assurance avec Ethias et d'un dossier de conflits d'intérêts possibles entre M. Moreau (en sa qualité de dirigeant de Nethys) et un entrepreneur possédant une centrale hydroélectrique dans le Nord-Kivu congolais.

La question se pose clairement de savoir si cette application de la transaction pénale ne remet pas en cause le caractère équitable du fonctionnement de la Justice. Rappelons que l'affaire Publifin est un énorme scandale qui a indigné une grande partie de l'opinion publique.

⁸ Société Enodia, autrefois dénommée "Tecteo" jusque juin 2014 puis "Publifin", de juin 2014 à 2018.

Het valt niet te verantwoorden dat de bank HSBC aldus elke strafrechtelijke sanctie kan ontlopen. Er dient tevens te worden opgemerkt dat bepaalde klanten van de bank HSBC (voor wie advocaat Thierry Afschrift als raadsman optrad) ook gebruik hebben kunnen maken van een minnelijke schikking in strafzaken. Men zich derhalve afvragen welke zaken omtrent financiële criminaliteit nog aanleiding tot een strafproces kunnen geven als we vaststellen dat strafvervolgning wegens het opzetten van ruim duizend fraudedossiers (alleen al in België), met de betaling van een geldbedrag kan worden afgekocht in het raam van een minnelijke schikking in strafzaken.

3.4. *De zaak-Moreau*

Stéphane Moreau is betrokken bij meerdere geschillen: de zaak-Publifin/Nethys, de zaak-Tecteo/Ogeo, de zaak in verband met de waterkrachtcentrale in Noord-Kivu, het "pergola-dossier" en tot slot de zaak betreffende de *Société de logement du Plateau d'Ans*.

Hij wordt beschuldigd van verduistering van overheidsgoederen voor privédoeleinden, van valsheid in geschrifte, van misbruik van vennootschapsgoederen, van verdachte bankverrichtingen en van fictieve arbeid.

Op maandag 23 september 2019 zijn de heer Moreau en het parket-generaal echter principiële overeengekomen dat ze een minnelijke schikking in strafzaken zullen sluiten, ter vervanging van een proces.

De procureur-generaal van Luik heeft bevestigd dat een overeenkomst met Stéphane Moreau wordt uitgewerkt. Door te betalen voor een minnelijke schikking in strafzaken zou de betrokkene aldus ontkomen aan alle strafvervolgning wegens valsheid in geschrifte, verduistering van overheidsgeld en verdachte bankverrichtingen. Het betreft de grote fraudezaken waarbij Enodia/Publifin⁸ en Nethys betrokken zijn, het "pergola-dossier" (waarin de Stéphane Moreau ervan wordt beschuldigd een verzekeringcontract met Ethias te hebben geantidateerd), alsook een dossier aangaande mogelijke belangenconflicten tussen hemzelf (als bedrijfsleider van Nethys) en een ondernemer die een waterkrachtcentrale in de Congolese provincie Noord-Kivu bezit.

Ter zake rijst overduidelijk de vraag of die toepassing van de minnelijke schikking in strafzaken de billijke rechtsbedeling niet op de helling zet. Er mag aan worden herinnerd dat de zaak-Publifin een gigantisch schandaal is, die bij een groot deel van de publieke opinie verontwaardiging heeft gewekt.

⁸ Vennootschap Enodia, die voorheen (tot juni 2014) de naam "Tecteo" en vervolgens (van juni 2014 tot 2018) de naam "Publifin" droeg.

Dans ces circonstances, il serait injustifiable qu'un procès public soit évacué à la faveur d'une transaction occulte. Or, en l'espèce, le principe essentiel dans une démocratie selon lequel la Justice doit être rendue "visiblement" (*justice must be seen to be done*) n'est absolument pas respecté.

Si l'audience devant la Chambre du Conseil a lieu, comme d'habitude, à huis clos, il n'y a pas grand-chose de visible. À la suite du long rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Publifin, le citoyen ne devrait-il pas être autorisé à voir ce qui est imputé exactement à M. Moreau, quels sont les faits, quelle est la hauteur des dommages causés et combien ces personnes paient finalement pour acheter l'abandon des poursuites pénales menées par la Justice?

Dans un premier temps, PVDA-PTB a pourtant demandé à ce qu'il y ait un procès contradictoire et qu'il y ait des sanctions si Stéphane Moreau est reconnu coupable. C'est d'autant plus choquant quand on sait que Stéphane Moreau a pu payer cette transaction pénale grâce à tout l'argent qu'il a accumulé ces dernières années en dirigeant des structures publiques. La version précédente de la loi sur la transaction pénale a été rejetée par la Cour constitutionnelle parce qu'il n'y avait pas de contrôle judiciaire effectif sur l'accord conclu entre le défendeur et le ministère public et parce que le ministère public, en tant que partie du procès agissant sous l'autorité ministérielle, ne peut être considéré comme un juge impartial. Afin de remédier aux critiques de la Cour constitutionnelle, le règlement à l'amiable étendu est maintenant soumis au juge de la chambre du conseil, de sorte que le contrôle judiciaire est désormais assuré. Mais s'agit-il d'une supervision "réelle"? Et ne s'agit-il pas de crimes politiques qui relèvent de la compétence de la Cour d'assises? Ces questions ne semblent pas préoccuper les partis traditionnels.

Dans un second temps, le PVDA-PTB a également demandé activement que le ministre de la Justice adopte des directives pour exclure du champ de la transaction pénale les auteurs présumés de détournements de biens publics, "qui suscitent une forte indignation dans l'opinion publique." Le ministre, en affaires courantes, Koen Geens (CD&V), n'a pas été de cet avis; selon lui, une directive générale interdisant toute transaction pénale pour chaque infraction relative à un détournement de biens publics serait disproportionnée au regard d'autres infractions graves.

In die omstandigheden zou het niet te verantwoorden zijn dat een openbaar proces wordt afgevoerd en vervangen door een niet-transparante minnelijke schikking. Ter zake wordt een wezenlijk democratisch beginsel volstrekt niet in acht genomen, namelijk het principe dat het recht zichtbaar moet worden bedeed (*"justice must be seen to be done"*).

Indien de zitting voor de raadkamer zoals gewoonlijk met gesloten deuren plaatsgrijpt, is er niet veel transparantie. Zou, na een livijg verslag van de Waalse parlementaire onderzoekscommissie-"Publifin", de burger niet mogen vernemen wat Stéphane Moreau precies ten laste wordt gelegd, wat de feiten zijn, welke schade werd veroorzaakt en hoeveel die betrokkenen uiteindelijk betalen om de door het gerecht gevoerde strafvordering af te kopen?

De PVDA-PTB had aanvankelijk nochtans gevraagd dat er een tegensprekelijk proces zou komen en dat sancties worden opgelegd indien Stéphane Moreau schuldig zou worden bevonden. Een en ander schokt nog meer omdat Stéphane Moreau die minnelijke schikking in strafzaken heeft kunnen betalen met al het geld dat hij de jongste jaren heeft binnengerijfd door overheidsstructuren te leiden. De vorige versie van de wet betreffende de minnelijke schikking in strafzaken is door het Grondwettelijk Hof vernietigd omdat er geen daadwerkelijke gerechtelijke controle was op de overeenkomst tussen verweerder en openbaar ministerie, en omdat het openbaar ministerie niet als onpartijdige rechter kan worden beschouwd aangezien het onder het gezag van de minister handelt. Teneinde tegemoet te komen aan de kritiek van het Grondwettelijk Hof wordt de verruimde minnelijke schikking nu voorgelegd aan de rechter van de raadkamer, zodat voortaan gerechtelijke controle gewaarborgd is. Gaat het evenwel om echt daadwerkelijk toezicht? Betreft het in dezen overigens geen politieke misdrijven, die onder de bevoegdheid van het hof van assisen vallen? De traditionele partijen lijken van die vraagstukken niet wakker te liggen.

Vervolgens heeft PVDA-PTB ook met aandrang gevraagd dat de minister van Justitie richtsnoeren zou uitvaardigen om ervoor te zorgen dat de minnelijke schikking in strafzaken niet zou worden toegepast voor de verdachten van verduistering van overheidsgoederen, aangezien dergelijke feiten grote verontwaardiging bij de publieke opinie teweegbrengen. minister van Justitie (in lopende zaken) Koen Geens (CD&V) ziet de zaken anders: volgens hem zouden algemene richtsnoeren die bepalen dat bij elk misdrijf omtrent verduistering van overheidsgoederen geen minnelijke schikking in strafzaken mag worden gesloten, onevenredig zijn ten opzichte van andere zware misdrijven.

3.5. *L’Affaire Bernard Arnault*

On peut se demander quel intérêt sert la transaction pénale élargie. Dans les travaux parlementaires, la transaction pénale serait “un moyen efficace pour l’État de clôturer rapidement des affaires complexes en négociant avec les suspects tout en étant certain qu’une somme d’argent serait payée.”

Le 22 juin 2017, *L’Echo* a révélé qu’une transaction pénale avait été conclue entre le parquet de Bruxelles et le milliardaire français Bernard Arnault, relative à sa fausse domiciliation dans la commune d’Uccle. Avec une fortune de 35 milliards d’euros, M. Arnault est la deuxième fortune mondiale. Il a pourtant estimé qu’il n’avait pas les moyens de participer à la collectivité, de payer l’impôt en France. Il réalise donc une fausse domiciliation à Uccle afin de bénéficier des avantages fiscaux offerts par la Belgique.

Bernard Arnault avait déjà fait scandale chez nous lors de la naturalisation qu’il avait demandée ainsi que lors de l’affaire de la fondation privée qu’il avait créée en Belgique dans le but d’organiser sa succession, et d’autres scandales du même genre. On peut légitimement se demander quel est l’intérêt pour l’État belge d’avoir recours à une transaction pénale. Dans ce cas-ci, il n’y a pas d’argent en jeu puisqu’il s’agit d’une fausse domiciliation. L’État n’a rien à gagner mais Bernard Arnault, lui, a tout à gagner.

4. **Contre une Justice de classe; exemples indiquant que les moins nantis ne profitent que très peu, voire pas du tout, de la transaction pénale**

Que penser du mécanisme même, qui revient à payer pour s’acheter un casier judiciaire vierge?

Cela revient à dire que quand on a un nom, une fortune, on échappe à la Justice alors que des gens qui volent de quoi manger dans un supermarché se retrouvent avec des condamnations à de la prison sur leur casier judiciaire.

4.1. *L’Affaire du voleur de muffins en est l’exemple le plus marquant*

L’affaire remonte au 22 mars 2010, lorsque le quinagénaire Steven De Geynst avait sorti deux paquets de muffins périmés d’un conteneur à ordures du supermarché. Il récupérait d’ailleurs régulièrement des déchets

3.5. *De zaak-Bernard Arnault*

Men kan zich afvragen welke belangen de verruimde minnelijke schikking in strafzaken dient. Tijdens de parlementaire werkzaamheden werd geopperd dat de minnelijke schikking in strafzaken een doeltreffend middel zou zijn voor de Staat om snel complexe zaken af te ronden, door met de verdachten te onderhandelen; tegelijk zou er zekerheid zijn dat een geldbedrag wordt betaald.

Op 22 juni 2017 onthulde *L’Echo* dat een minnelijke schikking in strafzaken was gesloten tussen het Brusselse parket en de Franse miljardair Bernard Arnault, in verband met domiciliefraude waarbij Arnault de gemeente Ukkel als hoofdverblijfplaats had opgegeven. Met een vermogen van 35 miljard euro is de heer Arnault de op één na rijkste persoon ter wereld. Desondanks vond hij dat hij financieel niet tot de gemeenschap kon bijdragen en wou hij in Frankrijk geen belastingen betalen. Hij had derhalve een valse hoofdverblijfplaats in Ukkel opgegeven, om een beroep te kunnen doen op de door België geboden fiscale voordelen.

Bernard Arnault had al eerder voor ophef gezorgd met zijn aanvraag om zich tot Belg te laten naturaliseren, evenals toen hij in België een privéstichting had opgericht om zijn nalatenschap te regelen; er waren nog andere soortgelijke schandalen. Men kan zich echt afvragen welk belang de Belgische Staat erbij had om in dezen een minnelijke schikking in strafzaken toe te staan. Het ging niet om een financieel misdrijf, maar om domiciliefraude. De Belgische Staat had niets te winnen, Bernard Arnault alles.

4. **Klassenjustitie is uit den boze - Voorbeelden waaruit blijkt dat de minderbedeelden heel weinig of zelfs geen voordeel halen uit de minnelijke schikking in strafzaken**

Wat te denken van de regeling zelf, waarbij eigenlijk wordt betaald om een blanco strafblad te behouden?

Wie bekend is of wie veel enorm geld heeft, krijgt niet met het gerecht te maken. Wie daarentegen in een supermarkt wat steelt om te kunnen eten, krijgt daar een gevangenisstraf voor opgelegd, die vervolgens op het strafblad vermeld wordt.

4.1. *De zaak van de “muffindief” is het meest frappante voorbeeld*

Op 22 maart 2010 haalde vijftiger Steven De Geynst twee pakjes muffins, met verstreken houdbaarheidsdatum, uit een afvalcontainer van een supermarkt. Hij haalde overigens regelmatig weggegooid voedsel uit

de nourriture dans la benne, premièrement parce qu'il avait faim, ensuite pour redistribuer cette nourriture à des nécessiteux.

Ayant résisté au personnel qui l'avait pris en flagrant délit, le 22 mars 2010, le voleur de muffins avait dû comparaître devant le tribunal correctionnel de Termonde pour "vol avec violence". Il avait écopé alors de six mois de prison avec sursis.

4.2. *Une réalité confirmée par la Circulaire du 24 mai 2018*

Le 24 mai 2018, le ministre de la Justice, Koen Geens (CD&V), a adopté la circulaire 08/2018 en concertation avec le collège des procureurs généraux.

Celle-ci contient des directives quant à l'application de l'article 216*bis* relatif à la transaction pénale, en particulier la prise en considération de certains critères qui pourraient potentiellement rendre la transaction pénale inopportune.

En page 14, au point i "critères d'exclusion du recours à une transaction", il est fait mention de la "Gravité des faits" comme critère d'exclusion.

Si, comme dans le cas de l'Affaire HSBC, organiser plus de 1000 dossiers de fraude rien qu'en Belgique n'a pas de "gravité", on s'interroge sur ce qui peut encore l'être.

En parallèle, la circulaire précise que la transaction pénale s'adresse uniquement aux personnes qui ont de l'argent. Il est indiqué que "la situation financière précaire du suspect pourrait jouer en faveur du renvoi devant un juge." En effet, la circulaire formule "qu'il serait plus indiqué de mener les poursuites devant le Tribunal lorsque l'intéressé se trouve dans une situation de précarité." Il est même suggéré qu'une mesure de travail d'intérêt général serait préférable pour celui-ci. Nous soulignons l'ironie de cette formulation.

La transaction pénale instaure donc une véritable Justice de classe: quelqu'un qui a pris deux muffins périmés dans une poubelle écope de six mois de prison avec sursis et Stéphane Moreau, qui a gagné des millions grâce aux pouvoirs publics, achète la fin des poursuites pénales à son encontre et échappe donc à son procès.

C'est voulu et affirmé.

die afvalcontainer, niet alleen omdat hij honger had, maar ook om die voedingswaren uit te delen aan andere behoeftigen.

De "muffindief" moest voor de correctionele rechtbank van Dendermonde verschijnen wegens diefstal met geweld omdat hij zich had verzet tegen het personeel dat hem op 22 maart 2010 op heterdaad had betrapt. Het leverde hem een veroordeling op tot een half jaar cel met uitstel.

4.2. *Een door de circulaire van 24 mei 2018 bevestigde werkelijkheid*

Op 24 mei 2018 nam minister van Justitie Koen Geens (CD&V) circulaire 08/2018 aan, in samenspraak met het College van procureurs-generaal.

Die tekst bevat richtsnoeren over de toepassing van artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering, in verband met de minnelijke schikking in strafzaken. Het gaat in het bijzonder over het in aanmerking nemen van bepaalde criteria die een dergelijke minnelijke schikking mogelijk ongepast maken.

Op bladzijde 14 wordt in punt "i. Uitsluitingscriteria voor de toepassing van een minnelijke schikking" verwezen naar de "ernst van de feiten" als uitsluitingscriterium.

Indien het opzetten van - alleen al in België - meer dan 1 000 fraudedossiers (de zaak-HSBC) niet eens als "ernstig" wordt beschouwd, kan men zich afvragen wat dan wel nog onder die noemer valt.

Voorts staat in de circulaire dat de minnelijke schikking in strafzaken alleen is bedoeld voor de mensen met veel geld. Er wordt immers het volgende aangegeven: "De onzekere financiële situatie waarin de betrokkene zich zou bevinden en die het hem onmogelijk zou maken zelf de verschuldigde geldsom te betalen kan ertoe leiden dat een andere maatregel (vorming, behandeling of dienstverlening) of vervolging voor de rechtbank eerder aangewezen lijkt." We benadrukken de ironie van die formulering.

De minnelijke schikking in strafzaken voert aldus een onvervalste klassenjustitie in: wie twee pakjes muffins met verstreken houdbaarheidsdatum uit een afvalcontainer haalt, krijgt zes maanden cel met uitstel, terwijl Stéphane Moreau, die in overheidsstructuren miljoenen euro heeft opgestreken, strafvervolging afkoopt en aldus een proces ontloopt.

Dat is wetens en willen geregeld, en het komt duidelijk tot uiting.

Pourtant, comme le témoignent les récentes affaires, HSBC et Stéphane Moreau, il est plus que jamais nécessaire de faire la lumière sur l'entre-soi qui règne dans une certaine sphère politico-économique et de mettre fin à cette opacité.

Ajoutons que même les acteurs de la justice pénale ne considèrent pas les "cols blancs" qui fraudent comme des délinquants. Une recherche menée en Belgique confirme ce constat; interviewant tant des juges en charge des affaires de droit commun que des juges spécialisés en charge des affaires économiques et financières, Dan Kaminski, criminologue et professeur émérite à l'Université Catholique de Louvain, constate "un partage entre deux mondes sociaux": d'une part, les criminels en col blanc considérés comme étant dans la normalité alors que, d'autre part, les autres justiciables sont perçus par les juges comme étant hors de la société.

5. La Justice doit faire l'objet d'une réforme démocratique afin de supprimer ce système à deux vitesses

Ce gouvernement de la 54^e législature a obéi aux dictats des grandes fortunes et des multinationales et leur a promis ce qu'il refuse au simple citoyen: une Justice efficace. Un premier exemple est le projet de tribunal de commerce anglophone dont ce gouvernement avait envisagé la création à Bruxelles: le Brussels International Business Court. Le ministre de la Justice y tenait beaucoup. Le projet sera finalement abandonné suite à l'absence de majorité politique quant à la création de celui-ci. Ce tribunal était taillé sur mesure pour les multinationales, son unique tâche consistant à régler les différends commerciaux internationaux. Un second exemple: les traités commerciaux comme le TTIP qui permettent aux multinationales de poursuivre des gouvernements devant un tribunal privé si elles estiment que leurs profits (futurs) sont menacés, par exemple en raison d'une législation du travail ou environnementale. Ces choix politiques sont inadmissibles pour le PVDA-PTB. Les grands fraudeurs ont encore trop souvent le champ libre. Il faut renforcer le personnel et les moyens des services compétents de la Justice, non seulement pour traiter la fraude de manière coordonnée mais également, et surtout, pour l'éviter.

Le PVDA-PTB ne veut pas d'arrangement avec les auteurs de grande fraude, les auteurs de la présente proposition de loi veulent des sanctions. C'est pourquoi, les auteurs sont opposés au mécanisme de la transaction pénale élargie qui profite aux grands fraudeurs fiscaux et aux personnes se rendant coupable d'actes de grande criminalité financière. Les premiers bénéficiaires ont été

Zoals blijkt uit recente gevallen zoals de zaak-HSBC en de zaak-Stéphane Moreau dient thans, meer dan ooit, echter aan de oppervlakte te komen wat wordt bedisseld in de ons-kent-onswereld in bepaalde politiek-economische kringen. Aan die ondoorzichtigheid moet een einde worden gesteld.

Bovendien beschouwen zelfs de strafrechtelijke actoren de "witteboordencriminelen" niet als echte misdadigers. Een in België uitgevoerd onderzoek bevestigt die vaststelling. Dan Kaminski, criminoloog en emeritus-hoogleraar aan de KUL, interviewde zowel rechters die gemeenrechtelijke zaken behandelen als rechters die zijn gespecialiseerd in economische en financiële zaken. Hij stelde vast dat er "un partage entre deux mondes sociaux" bestaat, met enerzijds de witteboordencriminelen, die als "normaal" worden beschouwd, en anderzijds de andere rechtsonderhorigen, die volgens de rechters buiten de samenleving staan.

5. Het gerecht is aan een democratische hervorming toe, om een einde te maken aan dat stelsel "met twee snelheden"

De regering van de 54^{ste} zittingsperiode heeft zich geschikt naar de wil van de grote vermogens en de multinationals, en hen beloofd wat ze de gewone burger ontzegt, te weten een efficiënte rechtsbedeling. Een eerste voorbeeld is het *Brussels International Business Court*, de Engelstalige handelsrechtbank die de toenmalige regering in Brussel wou oprichten en waaraan de minister van Justitie veel belang hechtte. Uiteindelijk werd afgezien van dat plan omdat voor de oprichting van die rechtbank geen meerderheid kon worden gevonden. Het was de bedoeling te voorzien in een rechtbank op maat van de multinationals, die zich alleen zou hebben toegelegd op het beslechten van internationale handelsgeschillen. Een tweede voorbeeld zijn de handelsverdragen (zoals het TTIP), die de multinationals de mogelijkheid bieden regeringen voor een privérechtbank te dagen indien zij van oordeel zijn dat hun (toekomstige) winsten worden bedreigd, bijvoorbeeld door bepaalde arbeids- of milieuwetgeving. Dergelijke beleidskeuzes zijn onaanvaardbaar voor de PVDA-PTB. De grote fraudeurs hebben nog te vaak vrij spel. De bevoegde diensten van Justitie moeten meer personeel en middelen krijgen om fraude niet alleen gecoördineerd te kunnen aanpakken, maar ook en vooral te beletten.

De PVDA-PTB wil niet dat schikkingen worden getroffen met wie zich bezondigt aan grootschalige fraude. De indieners van dit wetsvoorstel willen sancties, en ze zijn om die reden gekant tegen de verruimde minnelijke schikking in strafzaken. Die regeling komt ten goede aan de grote belastingfraudeurs en aan wie zich schuldig maakt aan grote financiële criminaliteit. De eersten die

l'entreprise diamantaire Omega-Diamonds, qui n'a dû payer que 160 millions d'euros pour une fraude estimée à 4,5 milliards d'euros, et le milliardaire belgo-kazakh Pathok Chodiev qui a échappé à toute poursuite pénale dans un vaste dossier de corruption moyennant le paiement de seulement 23 petits millions d'euros. Ce n'est pas possible. Le PVDA-PTB demande une Justice plus juste. Le système actuel d'une Justice à deux vitesses doit être supprimé à l'aide d'une réforme démocratique.

Depuis longtemps, la Justice en Belgique est lente, chère et incapable de protéger les intérêts des citoyens ordinaires. En revanche, elle arrive à toujours bien défendre ceux de l'establishment. L'homme ou la femme de la rue est toujours punis plus sévèrement qu'une personne riche. La Justice est une tour d'ivoire et forme un monde à part, inaccessible au simple citoyen. Beaucoup de Belges le ressentent clairement: nous avons dans notre pays une Justice de classe.

6. Conclusion

Il est temps de réformer la transaction pénale élargie parce que nous n'avons plus l'impression d'une Justice qui soit égale pour chaque citoyen. Que nous soyons riches ou pauvres, la Justice doit s'appliquer de la même façon à chacun.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2, 1°

Cette disposition modifie l'article 216*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, qui concerne l'aspect essentiel de la réglementation sur la transaction pénale; jusqu'à quel niveau de gravité une infraction peut-elle faire l'objet d'une transaction pénale?

Actuellement, une infraction pénale peut faire l'objet d'une transaction pénale "Pour autant que le fait ne paraisse pas être de nature à devoir être puni d'un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux ans..."⁹

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment que ce seuil est bien trop élevé. Les exemples précités montrent que les règles actuelles permettent aux auteurs de faits de grande criminalité financière d'échapper à

⁹ Article 216*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *initio*, du Code d'instruction criminelle.

er hun voordeel mee hebben gedaan waren het diamant-bedrijf Omega Diamonds, die er met slechts 160 miljoen euro vanaf is gekomen voor een fraude die geraamd wordt op 4,5 miljard euro, en de Belgisch-Kazachse miljardair Patokh Chodiev, die in een lijvig corruptiedossier aan elke strafvervolgning kon ontkomen nadat hij de voor hem luttele som van 23 miljoen euro had betaald. Een dergelijke gang van zaken is onaanvaardbaar. De PVDA-PTB wil een meer rechtvaardige rechtsbedeling. Een democratische hervorming moet een einde maken aan het huidige stelsel "met twee snelheden".

Het Belgische gerecht werkt traag, is duur en is niet bij machte de belangen van de gewone burger te beschermen; die situatie is trouwens niet nieuw. De belangen van het establishment weet het gerecht daarentegen wel altijd te verdedigen. De man of de vrouw in de straat wordt steevast strenger gestraft dan wie rijk is. Het gerecht is een ivoren toren, een op zich staande wereld die onbereikbaar is voor de gewone burger. Veel Belgen voelen duidelijk aan dat ze in hun land te maken hebben met klassenjustitie.

6. Besluit

De verruimde minnelijke schikking in strafzaken moet nú worden hervormd. Het gerecht wekt immers niet langer de indruk dat het voor elke burger gelijk is. De rechtsbedeling moet voor iedereen, arm of rijk, op dezelfde wijze gebeuren.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Art. 2, 1°

Dit artikel strekt tot wijziging van artikel 216*bis*, § 1, van het Wetboek van strafvordering, dat betrekking heeft op de kern van de regeling inzake de minnelijke schikking in strafzaken: tot welke gradatie van zwaarwichtigheid kan een misdrijf in aanmerking komen voor een minnelijke schikking in strafzaken?

Thans komt een misdrijf daarvoor in aanmerking "voor zover het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevangenisstraf"⁹.

De indieners van dit wetsvoorstel vinden die limiet veel te hoog. De hierboven aangehaalde voorbeelden tonen aan dat de plegers van grootschalige financiële criminaliteit met de huidige regels aan elke strafrechtelijke

⁹ Artikel 216*bis*, § 1, eerste lid, *initio*, van het Wetboek van Strafvordering

toute sanction pénale. Il est essentiel de rectifier cette situation en réservant l'application de la transaction pénale aux seuls faits reconnus comme moins graves afin, d'une part, de se rapprocher de la situation telle qu'elle était avant que l'article 216*bis* précité ne soit modifié par la loi du 14 avril 2011 précitée et, d'autre part, de supprimer la grande inégalité que les exemples précités mettent en évidence.

Cet article 2, 1°, abaisse donc ce seuil de 2 ans d'emprisonnement à 6 mois.

Art. 2, 2°

Cette disposition modifie l'article 216*bis* du Code d'Instruction Criminelle, en abrogeant son paragraphe 2.

On supprime ainsi un mécanisme en apparence anodin mais qui, lui aussi, génère énormément d'inégalités entre les citoyens de notre pays.

Cette disposition permet la conclusion d'une transaction pénale après que le juge d'instruction a été saisi et même après qu'un tribunal ou une cour a été saisie, "pour autant qu'aucun jugement ou arrêt définitif n'ait été rendu au pénal".

Ce mécanisme permet à la personne qui a affaire à la Justice d'attendre le dernier moment pour conclure une transaction pénale; celui où elle peut avoir le maximum d'informations pour savoir si la Justice dispose d'assez de preuves et/ou d'éléments à charge pour la condamner. Il reste naturellement toujours une incertitude quant au fait que l'on sera ou non condamné mais plus on avance dans le déroulement d'une affaire judiciaire plus cette incertitude diminue...

Toute personne ayant affaire à la Justice peut bien entendu bénéficier de cette faculté mais, ici aussi, la différence entre les nantis et les moins nantis apparaît de manière évidente. Comme les exemples précités le montrent, les plus nantis sont quasiment les seuls à bénéficier de la transaction pénale dans les cas de grande criminalité financière.

Par ailleurs, comme indiqué ci-avant, certains juges ont clairement exprimé leur malaise par rapport à ce procédé. Le fait pour le juge d'instruction de savoir qu'il peut à tout moment être dessaisi suite à une transaction pénale est extrêmement démotivant. Ainsi, au lieu

straf kunnen ontkomen. Het is uitermate belangrijk dat die situatie wordt bijgestuurd, opdat alleen feiten die als minder zwaarwichtig worden erkend nog in aanmerking komen voor een minnelijke schikking in strafzaken. Zulks moet het mogelijk maken terug te keren naar de situatie van vóór de wijziging van het voornoemde artikel 216*bis* bij de wet van 14 april 2011, en tegelijk worden de grote ongelijkheden, zoals die uit de voormelde voorbeelden blijken, weggewerkt.

Artikel 2, 1°, heeft dus tot doel de limiet te verlagen, van twee jaar gevangenisstraf naar zes maanden.

Art. 2, 2°

Dit artikel strekt tot opheffing van paragraaf 2 van artikel 216*bis* van het Wetboek Van Strafvordering.

Aldus zou een einde worden gemaakt aan een onschuldig ogende regeling, die bij de burgers van dit land heel grote onderlinge ongelijkheid doet ontstaan.

Krachtens die bepaling kan een minnelijke schikking in strafzaken worden gesloten ook wanneer de onderzoeksrechter reeds met het onderzoek is gelast, en zelfs wanneer de zaak reeds bij een rechtbank of een hof aanhangig is gemaakt "voor zover er nog geen eindvonnis of eindarrest is gewezen in strafzaken".

Wie met het gerecht in aanraking komt, kan door die regeling tot het laatste moment wachten om een minnelijke schikking in strafzaken te sluiten; dat geeft de betrokkene de tijd zoveel mogelijk informatie te verzamelen om te achterhalen of het gerecht over voldoende bewijzen en/of elementen à charge beschikt om hem te veroordelen. Men is uiteraard nooit zeker of men al dan niet zal worden veroordeeld, maar die onzekerheid neemt af naarmate in een zaak de gerechtelijke procedure vordert.

Vanzelfsprekend kan iedereen die met het gerecht in aanraking komt van die mogelijkheid gebruik maken, maar ook hier komt het verschil tussen de rijken en de minder rijken duidelijk tot uiting. Zoals blijkt uit de aangehaalde voorbeelden, komt bij grootschalige financiële criminaliteit de minnelijke schikking in strafzaken haast uitsluitend ten goede aan de allerrijksten.

Voorts hebben bepaalde rechters, zoals hierboven al is aangegeven, duidelijk gesteld dat ze het heel moeilijk hebben met die procedure. Voor een onderzoeksrechter is de wetenschap dat hij op elk moment van het onderzoek kan worden ontheven omdat er een minnelijke schikking

d'améliorer le fonctionnement de la Justice, ce procédé constitue un réel handicap.

À cause de ce système injuste, les plus nantis ont ainsi beaucoup plus de chance de ne pas être condamnés dans les situations où ils sont réellement coupables mais où la Justice ne peut pas prouver leur culpabilité. Avec la suppression de ce système, les personnes ayant affaire à la Justice et qui savent qu'elles sont coupables seront amenées à accepter plus facilement une transaction pénale, même si elles ne sont pas sûres que la Justice dispose de toutes les éléments de preuve pour les condamner.

Il est donc essentiel de supprimer ce deuxième paragraphe de l'article 216*bis* du Code d'instruction criminelle qui génère tant d'inégalités entre les citoyens de notre pays.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

werd gesloten, uitermate demotiverend. In plaats van de werking van het gerecht te verbeteren, vormt deze procedure een reëel obstakel daartoe.

Door die onrechtvaardige regeling hebben de allerrijksten veel meer kans om niet te worden veroordeeld in zaken waarin ze daadwerkelijk schuldig zijn, maar waar het gerecht hun schuld niet kan bewijzen. Door een einde te maken aan die regeling zouden zij die in aanraking komen met het gerecht en weten dat ze schuldig zijn, makkelijker een minnelijke schikking in strafzaken aanvaarden, ook al zijn ze niet zeker dat het gerecht over alle bewijselementen beschikt om ze te veroordelen.

Het is derhalve van wezenlijk belang dat die paragraaf 2 van artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering, die zoveel ongelijkheid tussen de burgers van ons land creëert, wordt opgeheven.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 216*bis* du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 28 juin 1984 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "de plus de deux ans" sont remplacés par les mots "de plus de six mois";

2° le paragraphe 2 est abrogé.

5 mars 2020

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1984 en het laatst gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "van meer dan twee jaar" vervangen door de woorden "van meer dan zes maanden";

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

5 maart 2020